

LES RESSOURCES

L'OPPORTUNITÉ D'UNE CONCERTATION DES FONCTIONNAIRES FÉDÉRAUX EN FAVEUR DE L'OUVREURE D'UNE NOUVELLE MINE DE CHARBON AU CAP-BRETON—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Andy Hogan (Cape Breton-East Richmond): Monsieur l'Orateur, je prends la parole au sujet d'une affaire urgente et importante. Selon le *Toronto Star* du 29 octobre, le premier ministre de Nouvelle-Écosse, aurait reproché à Ottawa de ne pas s'occuper des problèmes de sa province. Selon le premier ministre Regan, que je cite «Les projets d'ouverture d'une nouvelle mine de charbon en Nouvelle-Écosse sont bloqués par les tracasseries administratives du gouvernement fédéral.»

Étant donné que, comme le sait le ministre, nous avons désespérément besoin d'une nouvelle mine de charbon au Cap-Breton, je propose, appuyé par le député de Sault-Sainte-Marie (M. Symes):

Que les fonctionnaires fédéraux chargés de ce projet mettent fin aux tracasseries administratives, afin de ne pas retarder davantage l'ouverture d'une nouvelle mine de charbon au Cap-Breton.

M. l'Orateur: La mise en délibération de cette motion requiert le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: Non!

* * *

LES TRANSPORTS

PROPOSITION D'ÉTUDE PAR LE COMITÉ DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT HALL RELATIVES À L'ACHEMINEMENT DU GRAIN—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur l'Orateur, j'invoque l'article 43 du Règlement au sujet d'une question d'une importance primordiale, notamment l'absence d'un engagement public de la part du gouvernement à l'égard des recommandations faites par la Commission Hall dans son rapport sur le transport des grains et ayant trait, d'une part, à l'élimination des frais d'arrêt en transit engagés pour l'entreposage et la mouture des grains dans l'Ouest canadien et, d'autre part, à l'élimination des frais additionnels imputés pour le transport du colza et l'usage de wagons-trémies et à l'abolition de l'injustice qui caractérise actuellement les tarifs ferroviaires applicables au transport de divers grains et produits destinés au bétail.

En raison de l'absence de cet engagement public, je propose, appuyé par le député de Vegreville (M. Mazankowski):

Que le ministre des Transports compare devant le comité permanent des transports pour exposer les intentions du gouvernement au sujet de la mise en vigueur des recommandations susmentionnées de la Commission Hall.

M. l'Orateur: Aux termes de l'article 43 du Règlement, cette motion ne peut être présentée qu'avec le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: Non!

Questions orales

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LE CHÔMAGE—DEMANDE DE PRÉCISIONS SUR LE PROJET DE CRÉDITS À L'EMPLOI—LA POSSIBILITÉ DE NOUVELLES MESURES

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Finances, j'adresserai ma question au premier ministre. Puisque les chiffres relatifs au chômage qui ont été publiés aujourd'hui prouvent que le fossé entre les diverses régions du Canada s'élargit pour ce qui est de l'emploi étant donné qu'un jeune sur cinq dans les provinces de l'Atlantique est sans travail et que plus de la moitié sont des chômeurs du bâtiment, le premier ministre peut-il confirmer les propos du ministre des Finances qui a dit que nous allons continuer à connaître un taux de chômage de 8.3 p. 100, et qu'il pourrait bien y avoir 1.1 million de chômeurs au cours des mois d'hiver?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur, je ne confirmerai pas cela.

M. Stevens: Étant donné que les statistiques actuelles sur le chômage sont décevantes, le premier ministre pourrait-il nous dire quand nous en saurons davantage sur le projet de crédits à l'emploi que le ministre des Finances a annoncé pour la première fois le 20 octobre, car pour avoir des effets quelconques sur le chômage cet hiver, ne faudrait-il pas que ce projet soit mis en application immédiatement?

• (1417)

M. Trudeau: Eh bien, monsieur l'Orateur, le ministre a mentionné, comme nous l'avons déjà fait dans le discours du trône, que nous voulons donner suite à ce projet. Nous saurions gré à l'opposition de collaborer en vue de faire adopter les mesures incitatives dont la Chambre est saisie, notamment les dégrèvements proposés par le ministre, afin que nous puissions passer à la mesure suivante.

M. Stevens: Une dernière question supplémentaire que je poserai à nouveau au premier ministre. Il nous a demandé de hâter l'adoption de ce projet de loi, mais il doit se rendre compte qu'il n'a été présenté qu'hier. Comme le chômage devient chronique au Canada, notamment au Québec où 40 p. 100 des chômeurs en quête d'un emploi le sont depuis trois mois ou plus, le premier ministre pourrait-il dire si c'est là tout le programme du gouvernement en vue d'atténuer le chômage? A-t-il annoncé toutes les mesures qui doivent être prises? Bref, a-t-il conçu de nouveaux projets tandis qu'il faisait de la plongée sous-marine dans les îles Bahama?

[Français]

ON RÉCLAME DES MESURES VISANT À RÉTABLIR L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC ET DES PROVINCES MARITIMES

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je désire poser une question au ministre des Finances. Étant donné les résultats des statistiques publiées ce matin, lesquelles prouvent les difficultés grandissantes qui existent dans la province de Québec et les provinces Maritimes, le ministre des Finances serait-il disposé à convoquer immédiatement les ministres des Finances de ces provinces afin qu'ils puissent trouver avec lui des solutions destinées à corriger le déséquilibre qui semble se manifester sur le plan national au point de vue économique?